

Social

Nihilisme et radicalisation

Dans la profusion des publications — essais parfois polémiques, enquêtes journalistiques, vulgarisation de la recherche historique, sociologique ou géopolitique — consacrées au phénomène que, de façon plus ou moins rigoureuse, on désigne sous l'expression "terrorisme djihadiste", peu aident à comprendre ce qui s'y joue.

C'est en revanche le cas du dernier ouvrage du politiste Olivier Roy, *Le Djihad et la Mort*¹. Il éclaire très utilement le profil des jeunes Européens "djihadistes" qui rejoignent les rangs de l'Organisation de l'État islamique (OEI) en Irak et en Syrie ou qui retournent leurs armes contre leurs compatriotes.

S'opposant aux représentations communément véhiculées par certains *islamologues* — en particulier celles données par Gilles Kepel² —, il entend montrer, en se fondant sur l'étude méthodique de leur parcours et de leur discours, que leur basculement dans l'action criminelle procède avant tout d'une démarche nihiliste, qui vient trouver dans la rhétorique des groupes terroristes — et la communication audiovisuelle très moderne de l'OEI — l'occasion d'une transfiguration narcissique.

En d'autres termes, la "radicalisation" violente ne proviendrait pas d'une quelconque radicalisation religieuse, salafiste ou autre ; elle la précéderait. Pour les mêmes raisons, le passage à la violence, de la délinquance à l'engagement en Syrie ou en Irak, se ferait avant le recrutement par le groupe terroriste — qui, le plus souvent, prendrait la forme d'un adoubement a posteriori. L'auteur en conclut que

"la seule faiblesse que Daech met au jour est la faiblesse que nous nous attribuons".

Si la démocratie est menacée, c'est aussi en raison de la réaction disproportionnée de nos gouvernants au phénomène terroriste. Telle est notamment l'analyse de François Saint-Bonnet, professeur d'histoire du droit à l'université Paris-II, qui, avec *À l'épreuve du terrorisme*³, replace la réaction des pouvoirs publics dans le temps long. Rappelant que la modernité libérale s'est construite sur une conception de la sécurité liant la protection de l'intégrité physique de l'individu et le respect de sa liberté, il conclut que la logique de la "guerre contre le terrorisme" nous ramène à l'époque médiévale, l'État se donnant pour mission d'éradiquer le "mal" au mépris d'atteintes parfois considérables aux droits fondamentaux des citoyens, particulièrement quand sont adoptés des dispositifs de restriction, voire, comme à Guantánamo, de privation de liberté, totalement arbitraires.

¹ Olivier Roy, *Le Djihad et la Mort*, Seuil, Paris, 2016, 176 pages, 16 euros.

² Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, coll. "Folio actuel", Paris, 2017, 400 pages, 7,70 euros.

³ François Saint-Bonnet, *À l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'État*, Gallimard, 2017, 176 pages, 18 euros.

Son analyse trouve cependant ses limites dans la présentation de la logique guerrière de l'état d'urgence comme inéluctable, sans y opposer une véritable solution de rechange.

À cet égard, l'ouvrage *Démocraties sous stress*, du magistrat Antoine Garapon et du professeur de droit constitutionnel Michel Rosenfeld⁴, propose des pistes. Les auteurs soulignent que, si le propre de ce terrorisme djihadiste est bien de révéler les peurs et les fragilités de nos sociétés et de leurs institutions démocratiques, la lutte contre la criminalité terroriste suppose non seulement une politique pénale adaptée, mais encore et surtout le renforcement de "notre capacité à cultiver les vertus démocratiques de résistance et de sérénité", à ne pas céder à la panique et à la surenchère belliqueuse mais à leur opposer un attachement inébranlable à l'État de droit démocratique, tant dans les discours que dans les actes.

On regrettera toutefois que ces ouvrages ne s'intéressent pas à la façon dont la réaction des pouvoirs publics aux actes désignés comme terroristes peut renforcer et entretenir le phénomène qu'elle affirme combattre. Une analyse critique des formes contemporaines des politiques se voulant antiterroristes reste donc à écrire.

Vincent Sizaire

⁴ Antoine Garapon et Michel Rosenfeld, *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*, Presses universitaires de France, Paris, 2016, 232 pages, 17 euros.